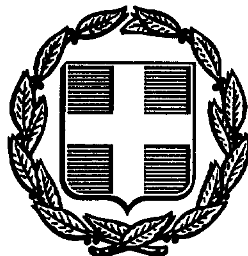


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 13 ΜΑΡΤΙΟΥ 1991	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 36

ΝΟΜΟΣ ΑΡΙΘ. 1938

Κύρωση Σύμβασης για την έγκαιρη γνωστοποίηση σε περίπτωση πυρηνικού ατυχήματος.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδουμε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή.

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η Σύμβαση για την έγκαιρη γνωστοποίηση σε περίπτωση πυρηνικού ατυχήματος, που υπογράφηκε στη Βιέννη στις 26 Σεπτεμβρίου 1986, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION SUR LA NOTIFICATION RAPIDE D'UN ACCIDENT NUCLEAIRE

(Adoptée le 26 septembre 1986, à la 8ème séance plénière)

LES ETATS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION,

SACHANT que des activités nucléaires sont menées dans un cer– tain nombre d' Etats,

NOTANT que des mesures d' ensemble ont été et sont prises pour assurer un haut niveau de sûreté dans les activités nucléaires, en vue de prévenir les accidents nucléaires et de limeter le plus possible les conséquences de tout accident de cette nature qui pourrait se produire,

DESIREUX de renforcer encore la coopération internationale dans le développement et l' utilisation sûrs de l' énergie nucléaire,

CONVAINCUS de la nécessité pour les Etats de fournir les informations pertinentes sur les accidents nucléaires aussitôt que possible de façon que les conséquences radiologiques trans– frontières puissent être limetées le plus possible,

NOTANT l' utilité des arrangements bilateraux et multilatéraux sur l' échange d' informations dans ce domaine,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

NOTE: En vertu du paragraphe 3 de l' article 12, la Convention est entrée en vigueur le 27 octobre 1986.

Article premier

Champ d' application

1. La présente Convention s' applique à tout accident qui implique des installations ou des activités, énumérées au paragraphe 2 ci–dessous, d' un Etat Partie ou de personnes physiques ou morales sous sa juridiction ou son contrôle, et qui entraNne ou entraNnera probablement un rejet de matières radioactives, et qui a eu ou peut avoir pour conséquence un rejet transfrontière international susceptible d' avoir de l' importance du point de vue de la sûreté radiologique pour un autre Etat.

2. Les installations et les activités visées au paragraphe 1 sont les suivantes:

a) Tout réacteur nucléaire ou qu' il soit situé;

b) Toute installation du cycle du combustible nucléaire;

c) Toute installation de gestion des déchets radioactifs;

d) Le transport et le stockage de combustibles nucléaires ou de déchets radioactifs;

e) La fabrication, l' utilisation, le stockage provisoire, le stockage définitif et le transport de radioisotopes à des fins agricoles, industrielles et médicales, à des fins scientifiques connexes et pour la recherche;

f) L' utilisation de radioisotopes pour la production d' électricité dans des objets spatiaux.

Article 2

Notification et information

En cas d' accident spécifié à l' article premier (ci–après dénommé «accident nucléaire»), l' Etat Partie visé dans cet article:

a) Notifie sans délai, directement ou par l' entremise de l' Agence internationale de l' énergie atomique (ci–après dénommée l' «Agence»), aux Etats qui sont ou peuvent être physiquement touchés comme indiqué dans l' article premier, ainsi qu' à l' Agence, l' accident nucléaire, sa nature, le moment où il s' est produit et sa localisation exacte quand cela est approprié;

b) Fournit rapidement aux Etats visés a l' alinéa a), directement ou par l' entremise de l' Agence, ainsi qu' à l' Agence, les informations disponibles pertinentes pour limiter le plus possible les conséquences radiologiques dans ces Etats, conformément aux dispositions de l' article 5.

Article 3

Autres accidents nucléaires

En vue de limiter le plus possible les conséquences radiologiques, les Etats Parties peuvent faire une notification dans les cas d' accidents nucléaires autres que ceux qui sont énumérés à l' article premier.

Article 4

Fonctions de l' Agence

L' Agence:

a) ênforme immédiatement les Etats Parties, les Etats Membres, les autres Etats qui sont ou peuvent être physiquement touchés comme indiqué dans l' article premier et les organisations internationales intergouvernementales (ci—après dénommées «organisations internationales») pertinentes d' une notification reçue conformément à l' alinéa a) de l' article 2;

b) Fournit rapidement à tout Etat Partie, à tout Etat Membre ou à Toute organisation internationale pertinente qui en fait la demande les informations qu' elle a reçues conformément à l' alinéa b) de l' article 2.

Article 5

ênformations à fournir

1. Les informations à fournir en vertu de l' alinéa b) de l' article 2 comprennent les données suivantes, dans la mesure où l' Etat Partie notificateur les possède:

a) Le moment, la localisation exacte quand cela est approprié, et la nature de l' accident nucléaire;

b) L' installation ou l' activité en cause;

c) La cause supposée ou connue et l' évolution prévisible de l' accident nucléaire en ce qui concerne le rejet transfrontière de matières radioactives;

d) Les caractèristiques générales du rejet de matières radioactives, y compris, dans la mesure où cela est possible et approprié, la nature, la forme physique et chimique probable et la quantité, la composition et la hauteur effective du rejet de metières radioactives;

e) Les informations sur les conditions météorologiques et hydrologiques du moment et prévues, qui sont nécessaires pour prévoir le rejet transfrontière des matières radioactives;

f) Les résultats de la surveillance de l' environnement en ce qui concerne le rejet transfrontière des matières ratioactives;

g) Les mesures de protection prises ou projetées hors du site;

h) Le comportement prévu dans le temps du rejet de matières radioactives.

2. Ces informations sont complétées à intervalles appropriés par d' autres informations pertinentes concernant l' évolution de la situation d' urgence, y compris sa fin prévisible ou effective.

3. Les informatios reçues conformément à l' alinéa b) de l' article 2 peuvent être utilisées sans restriction, sauf si ces informations sont fournies à titre confidentiel par l' Etat Partie notificateur.

Article 6

Consultations

Un Etat Partie qui fournit des informations en vertu de l' alinéa b) de l' article 2 répond rapidement, dans la mesure où cela est raisonnablement possible, à une demande d' information supplémentaire ou de consultations qu' un Etat Partie touché lui adresse en vue de limiter le plus possible les conséquences radiologiques dans cet Etat.

Article 7

Autorités competentes et points de contact

1. Chaque Etat Partie indique à l' Agence et aux autres Etats directement ou par l' entremise de l' Agence, ses autorités compétentes et le point de contact habilité à fournir et à recevoir la notification et les informations visées à l' article 2. Ces points de contact et une cellule centrale à l' Agence sont accessibles en permanence.

2. Chaque Etat Partie communique rapidement à l' Agence toutes modifications qui seraient apportées aux informations visées au paragraphe 1.

3. L' Agence tient à jour une liste de ces autorités nationales et points de contact ainsi que des points de contact des organisations internationales pertinentes, et la fournit aux Etats Parties et aux Etats Membres ainsi qu' aux organisations internationales pertinentes.

Article 8

Assistance aux Etats Parties

L' Agence, conformément à son Statut et sur la demande d' un Etat Partie ne menant pas lui—meme d' activités nucléaires et ayant une frontière commune avec un Etat qui à un programme nucléaire actif mais qui n' est pas Partie, procède à des études sur la faisabilité et la mise en place d' un système approprié de surveillance de la radioactivité afin de faciliter la réalisation des objectifs de la présente Convention.

Article 9

Arrangements bilatéreaux et multilatéreaux

Pour servir leurs intérêts mutuels, les Etats Parties peuvent envisager, lorsque cela est jugé utile, la conclusion d' arrangements bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux questions couvertes par la présente Convention.

Article 10

Rapports avec d' autres accords internationaux

La présente Convention n' affecte pas les droits et obligations réciproques des Etats Parties en vertu d' accords internationaux existants relatifs aux questions couvertes par la présente Convention, ou en vertu d' accords internationaux futurs conclus conformément à l' objet et au but de la présente Convention.

Article 11

Réglement des différends

1. En cas de différend entre des Etats Parties ou entre un Etat Partie et l' Agence concernant l' interprétation ou l' application de la présente Convention, les parties au différend se consùltent en vue de le régler par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de règlement des différends qui est acceptable aux dites parties.

2. Si un différend de cette nature entre des Etats Parties ne peut être réglé dans un delai d' un an suivant la demande de consultation prevue au paragraphe 1, il est, à la demande de toute partie à ce différend, soumis à arbitrage ou renvoyé à la Cour internationale de Justice pour decision. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d' arbitrage, les parties au différend ne parviennent pas à se mettre d' accord sur l' organisation de l' arbitrage, une partie peut demander au Président de la Cour internationale de Justice ou au Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies de désigner un ou plusieurs arbitres. En cas de conflit entre les demandes des parties au différend, la demande adressée au Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies prévaut.

3. Lorsqu'il signe la présente Convention, la ratifie, l' ac-

cepte, l' approuve ou y adhère, un Etat peut déclarer qu' il ne se considère pas comme lié par l' une ou l' autre ou les deux procédures de règlement des différends prévues au paragraphe 2. Les autres Etats Parties ne sont pas liés par une procédure de règlement des différends prevue au paragraphe 2 à l' egard d' un Etat Partie pour lequel une telle déclaration est en vigueur.

4. Un Etat Partie qui à fait une déclaration conformément aux dispositions du paragraphe 3 peut la retirer à tout moment par une notification adressée au dépositaire.

Article 12

Entrée en vigueur

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats et de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, au Siege de l' Agence internationale de l' énergie atomique, à Vienne, et au Siège de l' Organisation des Nations Unies, à New ôork, à partir du 26 Septembre 1986 et du 6 Octobre 1986, respectivement, et jusqu'à son entrée en vigueur ou pendant une période de douze mois, si celle–ci est plus longue.

2. Un Etat et la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, peuvent exprimer leur consentement à être liés par la présente Convention, par signature ou par dépôt d' un instrument de ratification, d' acceptation ou d' approbation après signature subordonnée à ratification, acceptation ou approbation, ou par dépôt d' un instrument d' adhésion. Les instruments de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion sont déposés auprès du dépositaire.

3. La présente Convention entre en vigueur trente jours après que trois Etats ont exprimé leur consentement à être liés.

4. Pour chaque Etat exprimant son consentement à être lié par la présente Convention après son entrée en vigueur, la présente Convention entre en vigueur pour cet Etat trente jours après la date à laquelle le consentement à été exprimé.

a) La présente Convention est ouverte, conformément aux dis– positions du présent article, à l' adhésion des organisations internationales et des organisations d' intérgation régionale constituées par des Etats souverains, qui sont habilitées à négocier, conclure et appliquer des accords internationaux relatifs aux questions couvertes par la présente Convention.

b) Pour les questions qui relèvent de leur compétence, ces organisations, agissant pour leur propre compte, exercent les droits et remplissent les obligations que la présente Convention attribue aux Etats Parties.

c) Lorsqu' elle dépose son instrument d' adhésion, une telle organisation communique au dépositaire une déclaration indiquant l' étendue de sa compétence pour ce qui est des questions couvertes par la présente Convention.

d) Unve telle organisation ne dispose d' aucune voix s' ajoutant à celles de ses Etats Membres.

Article 13

Application provisoire

Un Etat peut, lors de la signature ou à une date ultérieure précédant l' entrée en vigueur de la présente Convention pour lui, déclarer qu' il appliquera la présente Convention à titre provisoire.

Article 14

Amendements

1. Un Etat Partie peut proposer des amendements à la présente Conventio. L' amendement proposé est soumis au dépositaire, qui le communique immédiatement à tous les autres Etats Parties.

2. Si la majorité des Etats Parties demande au dépositaire de réunir une conférence pour étudier les emendements proposés, le dépositaire invite tous les Etats Parties à assister à cette con– férence, qui s' ouvrira trente jours au moins après l' envoi des invitations. Tout amendement adopté à la conférence par une majorité des deux tiers de tous les Etats Parties est consigné dans un protocole, qui est ouvert à Vienne et à New ôork à la signature de tous les Etats Parties.

3. Le protocole entre en vigueur trente jours après que trois Etats ont exprimé leur consentement à être liés. Pour chaque Etat exprimant son consentement à être lié par le protocole après son entrée en vigueur, le protocole entre en vigueur pour ces Etat trente jours après la date à laquelle le consentement a été exprimé.

Article 15

Dénonciation

1. Un Etat Partie peut dénoncer la présente Convention par une notification écrite adressée au dépositaire.

2. La dénonciation prend effet un an apràs la date à laquelle le dépositaire reçoit la notification.

Article 16

Dépositaire

1. Le Directeur général de l' Agence est le dépositaire de la présente Convention.

2. Le Directeur général de l' Agence notifie rapidement aux Etats Parties et à tous les autres Etats:

a) Chaque signature de la présente Convention ou de tout pro– tocole d' amendement;

b) Chaque dépôt d' nstrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion relatif à la présente Convention ou à tout protocole d' amendement;

c) Toute déclaration ou tout retrait de déclaration faites conformément à l' article 11;

d) Toute déclaration d' application provisoire de la présente Convention faite conformément à l' article 13;

e) L' entrée en vigueur de la présente Convention et de tout amendement qui lui est apporté;

f) Toute dénonciation faite conformément à l' article 15.

Article 17

Textes authentiques et copies certifiées

L' orginigal de la présente Convention, dont les versions anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, sera déposé auprès du Directeur général de l' Agence internationale de l' énergie atomique qui en fera parvenir des copies certifiées aux Etats Parties et à tous les autres Etats.

EN FOê DE QUOê les soussignés, dûment habilités, ont signé la présente Convention, ouverte à la signature conformément aux dis– positions du paragraphe 1 de l' article 12.

ADOPTEE par la Conférence générale de l' Agence internationale de l' énergie atomique reunie en session extraordinaire à Vienne le vingt six septembre mille neuf cent quatre–vingt–six.

ΣΥΜΒΑΣΗ ΕΠΙ ΤΗΣ ΤΑΧΕΙΑΣ ΚΟΙΝΟΠΟΙΗΣΗΣ ΕΝΟΣ ΠΥΡΗΝΙΚΟΥ ΑΤΥΧΗΜΑΤΟΣ

(Υιοθετηθείσα την 26η Σεπτέμβρη 1986, στην 8η πλήρη συνεδρίαση).

ΤΑ ΚΡΑΤΗ ΜΕΡΗ ΤΗΣ ΠΑΡΟΥΣΑΣ ΣΥΜΒΑΣΗΣ,

ΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ότι πυρηνικές δραστηριότητες διεξάγονται σε αρκετά κράτη.

ΣΗΜΕΙΩΝΟΝΤΑΣ ότι ευρείας έκτασης μέτρα έχουν ληφθεί και λαμβάνονται για να εξασφαλισθεί ένα υψηλό επίπεδο ασφάλειας στις πυρηνικές δραστηριότητες, με σκοπό να προληφθούν τα πυρηνικά ατυχήματα και να περιορισθούν όσο είναι δυνατόν οι επιπτώσεις κάθε ατυχήματος αυτής της φύσεως που θα μπορούσε να συμβεί.

ΕΠΙΘΥΜΩΝΤΑΣ να ενισχυθεί περισσότερο η διεθνής συνεργασία για την ανάπτυξη και τη χρησιμοποίηση με ασφαλή τρόπο της πυρηνικής ενέργειας.

ΠΕΠΕΙΣΜΕΝΑ για την αναγκαιότητα για τα κράτη να παρέχουν τις κατάλληλες πληροφορίες για τα πυρηνικά ατυχήματα όσο το δυνατό συντομότερα με τρόπο ώστε οι ραδιολογικές διασυνοριακές επιπτώσεις να μπορούν να περιορισθούν όσο περισσότερο είναι δυνατό.

ΣΗΜΕΙΩΝΟΝΤΑΣ τη χρησιμότητα των διμερών και πολυμερών διακανονισμών επί της ανταλλαγής πληροφοριών στο χώρο αυτόν.

ΑΠΟΦΑΣΙΣΑΝ τα ακόλουθα:

ΣΗΜΕΙΩΣΗ: Κατ' εφαρμογή της παραγράφου 3 του άρθρου 12, η Σύμβαση άρχισε να ισχύει την 27η Οκτώβρη 1986.

Άρθρο 1

Πεδίο εφαρμογής

1. Η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται σε κάθε ατύχημα όπου ενέχονται εγκαταστάσεις ή δραστηριότητες, που απαριθμούνται στην κατωτέρω παράγραφο 2, ενός Κράτους Μέρους ή φυσικού ή νομικού προσώπου υπό τη δικαιοδοσία του ή τον έλεγχό του και που επισύρει ή θα επισύρει πιθανώς έκλυση ραδιενεργών υλικών και που είχε ή μπορεί να έχει σαν επακόλουθο διεθνή διαμεθοριακή εξάπλωση της έκλυσης, που μπορεί να είναι σημαντικό από την άποψη της ραδιολογικής ασφάλειας για ένα άλλο Κράτος.

2. Οι εγκαταστάσεις και δραστηριότητες, που αναφέρονται στην παράγραφο 1, είναι οι ακόλουθες:

α) κάθε πυρηνικός αντιδραστήρας, όπου και αν βρίσκεται

β) κάθε εγκατάσταση του κύκλου πυρηνικού καυσίμου

γ) κάθε εγκατάσταση διαχείρισης ραδιενεργών καταλοίπων

δ) η μεταφορά και αποθήκευση πυρηνικών καυσίμων ή ραδιενεργών καταλοίπων

ε) η κατασκευή, χρησιμοποίηση, προσωρινή αποθήκευση, οριστική αποθήκευση και μεταφορά ραδιοϊσοτόπων για σκοπούς αγροτικούς, βιομηχανικούς και ιατρικούς και συναφείς επιστημονικούς και ερευνητικούς σκοπούς.

στ) Η χρήση ραδιοϊσοτόπων για την παραγωγή ηλεκτρισμού σε διαστημικά αντικείμενα.

Άρθρο 2

Κοινοποίηση και πληροφόρηση

Σε περίπτωση ατυχήματος, όπως καθορίζεται στο πρώτο άρθρο (θα ονομάζεται στο εξής «πυρηνικό ατύχημα»), το Κράτος Μέρος που αναφέρεται στο άρθρο αυτό:

α) Κοινοποιεί χωρίς καθυστέρηση, απευθείας ή μέσω του Διεθνούς Οργανισμού Ατομικής Ενέργειας. (θα ονομάζεται πιο κάτω ο «Οργανισμός»), στα Κράτη που θίγονται ή μπορεί να θιγούν φυσικά όπως υποδεικνύεται στο πρώτο άρθρο, καθώς και στον Οργανισμό, το πυρηνικό ατύχημα, τη φύση του, τη στιγμή που συνέβη και την ακριβή τοποθεσία του, όταν αυτό ενδείκνυται.

β) Παρέχει τάχιστα στα Κράτη που αναφέρονται στην παράγραφο α), ευθέως ή μέσω του Οργανισμού, καθώς και στον Οργανισμό τις διαθέσιμες κατάλληλες πληροφορίες για να περιοριστούν όσο είναι δυνατόν οι ραδιολογικές επιπτώσεις στις Χώρες αυτές, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 5.

Άρθρο 3

Άλλα πυρηνικά ατυχήματα

Με σκοπό να περιοριστούν όσο είναι δυνατόν οι ραδιολογικές επιπτώσεις, τα Κράτη Μέρη μπορούν να κάνουν μια κοινοποίηση στην περίπτωση πυρηνικών ατυχημάτων εκτός αυτών που αναφέρονται στο πρώτο άρθρο.

Άρθρο 4

Καθήκοντα του Οργανισμού

Ο Οργανισμός:

α) Πληροφορεί αμέσως τα Κράτη Μέρη, τα Κράτη Μέλη, τα άλλα Κράτη που θίγονται ή μπορεί να θιγούν φυσικά όπως προσδιορίζεται στο πρώτο άρθρο και τους αρμόδιους διεθνείς διακυβερνητικούς οργανισμούς (που θα αναφέρονται πιο κάτω σαν «διεθνείς οργανισμοί») για τυχόν κοινοποίηση που θα παραληφθεί σύμφωνα με την παράγραφο α) του άρθρου 2.

β) Παρέχει τάχιστα σε κάθε Κράτος Μέρος, σε κάθε Κράτος Μέλος ή σε κάθε διεθνή οργανισμό αρμόδιο που κάνει την αίτηση, τις πληροφορίες που έχει λάβει σύμφωνα με την παράγραφο β) του άρθρου 2.

Άρθρο 5

Πληροφορίες που πρέπει να παρασχεθούν

1. Οι πληροφορίες που πρέπει να παρασχεθούν κατ' εφαρμογή της παραγράφου β) του άρθρου 2 περιλαμβάνουν τα κάτωθι δεδομένα, στο μέτρο που το Κράτος Μέρος που κοινοποιεί τις κατέχει:

α) τη στιγμή, την ακριβή τοποθεσία όταν αυτό ενδείκνυται και τη φύση του πυρηνικού ατυχήματος

β) την ενεχόμενη εγκατάσταση ή δραστηριότητα

γ) την εικαζόμενη ή γνωστή αιτία και την προβλεπόμενη εξέλιξη του πυρηνικού ατυχήματος σε ό,τι αφορά τη διασυνοριακή εξάπλωση των ραδιενεργών υλικών

δ) τα γενικά χαρακτηριστικά της ραδιενεργού έκλυσης, συμπεριλαμβανομένων, στο μέτρο που αυτό είναι δυνατό και σκόπιμο, της φύσης της πιθανής φυσικής και χημικής μορφής της ποσότητας, της σύστασης και του ενεργού ύψους έκλυσης των ραδιενεργών υλικών

ε) πληροφορίες σχετικά με τις ισχύουσες και τις προβλεπόμενες μετεωρολογικές και υδρολογικές συνθήκες, που είναι απαραίτητες για να προβλεφθεί η διασυνοριακή εξάπλωση των ραδιενεργών υλικών

στ) τα αποτελέσματα της επιτήρησης του περιβάλλοντος σε ό,τι αφορά στη διασυνοριακή εξάπλωση των ραδιενεργών υλικών

ζ) τα μέτρα προφύλαξης που ελήφθησαν ή σχεδιάζονται εκτός της περιοχής του ατυχήματος

η) την προβλεφθείσα συμπεριφορά της ραδιενεργού έκλυσης συναρτήσει του χρόνου.

2. Οι πληροφορίες αυτές συμπληρώνονται ανά κατάλληλα διαστήματα με άλλες προσήκουσες που αφορούν στην εξέλιξη της κατάστασης έκτακτης ανάγκης, συμπεριλαμβανομένης της προβλεπομένης ή πραγματικής λήξεώς της.

3. Οι πληροφορίες που λαμβάνονται σύμφωνα με την παράγραφο β) του άρθρου 2 μπορούν να χρησιμοποιηθούν χωρίς περιορισμό, εκτός εάν οι πληροφορίες αυτές έχουν παρασχεθεί εμπιστευτικά από το Κράτος Μέρος που τις κοινοποιεί.

Άρθρο 6

Διαβουλεύσεις

Ένα Κράτος Μέρος που παρέχει πληροφορίες σύμφωνα με την παράγραφο β) του άρθρου απαντά τάχιστα, στο μέτρο που αυτό είναι λογικά δυνατό, σε μια αίτηση συμπληρωματικής πληροφόρησης ή διεξαγωγής διαβουλεύσεων που ένα θιγέν Κράτος Μέρος του απευθύνει με σκοπό να περιορίσει όσο περισσότερο είναι δυνατό τις ραδιενεργές επιπτώσεις στο Κράτος αυτό.

Άρθρο 7

Αρμόδιες Αρχές και σημεία επαφής

1. Κάθε Κράτος Μέρος γνωστοποιεί στον Οργανισμό και στα άλλα Κράτη Μέρη, απευθείας ή μέσω του Οργανισμού, τις Αρχές του που είναι αρμόδιες και το εξουσιοδοτημένο σημείο επαφής για την παροχή και λήψη της κοινοποίησης και των πληροφοριών που αναφέρονται στο άρθρο 2. Αυτά τα σημεία επαφής και μια κεντρική θυρίδα στον Οργανισμό λειτουργούν συνεχώς.

2. Κάθε Κράτος Μέρος μεταδίδει τάχιστα στον Οργανισμό κάθε τροποποίηση που επιφέρεται στις πληροφορίες που αναφέρονται στην παράγραφο 1.

3. Ο Οργανισμός ενημερώνει ανελλιπώς έναν κατάλογο αυτών των εθνικών Αρχών και σημείων επαφής καθώς και των σημείων επαφής των αρμοδίων διεθνών οργανώσεων και τον παρέχει στα Κράτη Μέρη και Κράτη Μέλη καθώς και στις αρμόδιες διεθνείς οργανώσεις.

Άρθρο 8

Βοήθεια προς τα Κράτη Μέρη

Ο Οργανισμός, σύμφωνα με το Καταστατικό του και κατόπιν αιτήσεως ενός Κράτους Μέρους που το ίδιο δεν έχει πυρηνικές δραστηριότητες και που έχει κοινά σύνορα με ένα Κράτος που έχει ενεργό πυρηνικό πρόγραμμα αλλά που δεν είναι Μέρος, προβαίνει σε μελέτες για τη σκοπιμότητα και την εγκατάσταση ενός κατάλληλου συστήματος ελέγχου της ραδιενέργειας, ώστε να διευκολυνθεί η πραγματοποίηση των στόχων της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 9

Διακανονισμοί διμερείς και πολυμερείς

Για να εξυπηρετήσουν τα αμοιβαία συμφέροντά τους, τα Κράτη Μέρη μπορούν να θεωρήσουν, όταν τούτο κριθεί χρήσιμο, τη σύναψη διμερών ή πολυμερών διακανονισμών σχετικών προς τα θέματα που καλύπτει η παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 10

Σχέσεις προς άλλες διεθνείς συμφωνίες

Η παρούσα Σύμβαση δεν επηρεάζει τα αμοιβαία δικαιώματα και υποχρεώσεις των Κρατών Μερών έναντι των υπαρχουσών διεθνών συμφωνιών σχετικά με τα θέματα που καλύπτονται με την παρούσα Σύμβαση ή σχετικά με τις μελλοντικές διεθνείς συμφωνίες που θα συναφθούν σύμφωνα με το αντικείμενο και το σκοπό της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 11

Διευθέτηση των διαφορών

1. Σε περίπτωση διαφορών μεταξύ των Κρατών Μερών ή μεταξύ ενός Κράτους Μέρους και του Οργανισμού που αφορούν στην ερμηνεία ή στην εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης, τα μέρη που διαφωνούν συσκέπτονται με σκοπό να διακανονίσουν τη διαφορά με την οδό των διαπραγματεύσεων ή με κάθε άλλο ειρηνικό μέσο διακανονισμού των διαφορών, που θα είναι αποδεκτό από τα προειρηθέντα μέρη.

2. Εάν μια διαφορά αυτής της φύσης μεταξύ των Κρατών Μερών δεν μπορεί να διευθετηθεί μέσα σε προθεσμία ενός έτους μετά από την αίτηση διεξαγωγής διαβουλεύσεων που προβλέπεται στην παράγραφο 1, υποβάλλεται, με αίτηση οποιουδήποτε από τους διαδίκους, στη διαιτησία ή αποστέλλεται στο Διεθνές Δικαστήριο της Χάγης για απόφαση. Εάν, μέσα στους έξι μήνες που ακολουθούν την ημερομηνία αιτήσεως για διαιτησία, τα μέρη που διαφωνούν δεν καταλήξουν σε συμφωνία για την οργάνωση της διαιτησίας, ένα μέρος μπορεί να ζητήσει από τον Πρόεδρο του Διεθνούς Δικαστηρίου της Χάγης ή από το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών να ορίσει έναν ή πολλούς διαιτητές. Σε περίπτωση έριδος μεταξύ των αιτήσεων των διαφωνούντων μερών, υπερισχύει η αίτηση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών.

3. Όταν υπογράφει την παρούσα Σύμβαση, την επικυρώνει, την αποδέχεται, την εγκρίνει ή προσχωρεί σ' αυτήν ένα Κράτος, μπορεί να δηλώσει ότι δεν θεωρεί ότι δεσμεύεται από τη μία ή την άλλη ή τις δύο διαδικασίες διακανονισμού των διαφορών που προβλέπονται στην παράγραφο 2. Τα άλλα Κράτη Μέρη δεν δεσμεύονται από διαδικασία διακανονισμού των διαφορών προβλεπόμενη στην παράγραφο 2 έναντι ενός Κράτους Μέρους για το οποίο ισχύει μια τέτοια δήλωση.

4. Ένα Κράτος Μέρος που έχει κάνει μια δήλωση σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 3 μπορεί να την αποσύρει ανά πάσα στιγμή με μια κοινοποίηση προς το θεματοφύλακα.

Άρθρο 12

Έναρξη ισχύος

1. Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοικτή προς υπογραφή από όλα τα Κράτη και την Ναμίμπια, που εκπροσωπείται από το Συμβούλιο των Ηνωμένων Εθνών για τη Ναμίμπια, στην έδρα του Διεθνούς Οργανισμού Ατομικής Ενεργειας, στη Βιέννη και στην έδρα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, στη Νέα Υόρκη, από της 26ης Σεπτέμβρη 1986 και της 6ης Οκτώβρη 1986, αντίστοιχα και μέχρι την έναρξη της ισχύος της ή για μια περίοδο δώδεκα μηνών, εάν αυτή είναι μακρύτερη.

2. Ένα Κράτος και η Ναμίμπια, που εκπροσωπείται από το Συμβούλιο των Ηνωμένων Εθνών για τη Ναμίμπια, μπορούν να εκφράσουν τη συναίνεσή τους για δέσμευσή τους με την παρούσα Σύμβαση, δι' υπογραφής ή καταθέσεως ενός εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης κατόπιν υπογραφής υποκείμενης με επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση, ή με κατάθεση πράξης προσχώρησης. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης κατατίθενται στο θεματοφύλακα.

3. Η παρούσα Σύμβαση αρχίζει να ισχύει τριάντα ημέρες αφού τρία Κράτη εκφράσουν τη συναίνεσή τους να δεσμευθούν.

4. Για κάθε Κράτος που εκφράζει τη συναίνεσή του να δεσμευθεί δια της παρούσας Σύμβασης αφού αυτή αρχίσει να ισχύει, η παρούσα Σύμβαση μπαίνει σε ισχύ, για το Κράτος αυτό, τριάντα ημέρες από την ημερομηνία κατά την οποία εκφράσθηκε η συναίνεση.

α) Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοικτή, σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος άρθρου, στην προσχώρηση διεθνών οργανισμών και οργανισμών περιφερειακής ολοκλήρωσης που συστήνονται από Κράτη κυρίαρχα και που έχουν αρμοδιότητα να διαπραγματεύονται, να συνάπτουν και εφαρμόζουν διεθνείς συμφωνίες σχετικά με τα θέματα που καλύπτονται με τη Σύμβαση αυτή.

β) Για τα θέματα που εμπίπτουν στην αρμοδιότητά τους, οι οργανισμοί αυτοί, ενεργώντας για λογαριασμό τους, ασκούν τα

δικαιώματα και πληρούν τις υποχρεώσεις που η παρούσα Σύμβαση αποδίδει στα Κράτη Μέρη.

γ) Όταν καταθέτει την πράξη προσχώρησής του ένας τέτοιος οργανισμός, κοινοποιεί στο θεματοφύλακα μια δήλωση που καταδεικνύει την έκταση της αρμοδιότητάς του σε ό,τι αφορά στα θέματα που καλύπτονται από την παρούσα Σύμβαση.

δ) Ένας τέτοιος οργανισμός δεν διαθέτει ψήφο που να προστίθεται στις ψήφους των Κρατών Μελών του.

Άρθρο 13

Προσωρινή εφαρμογή

Ένα Κράτος μπορεί, κατά την υπογραφή ή σε μεταγενέστερη ημερομηνία προηγούμενη της ενάρξεως της ισχύος της παρούσας Σύμβασης για αυτό, να δηλώσει ότι θα εφαρμόσει την παρούσα Σύμβαση προσωρινά.

Άρθρο 14

Τροποποιήσεις

1. Ένα Κράτος Μέρος μπορεί να προτείνει τροποποιήσεις στην παρούσα Σύμβαση. Η προτεινόμενη τροποποίηση υποβάλλεται στο θεματοφύλακα, που τη διαβιβάζει αμέσως σε όλα τα άλλα Κράτη Μέρη.

2. Εάν η πλειοψηφία των Κρατών Μερών ζητήσει από το θεματοφύλακα να συγκαλέσει μια συνδιάσκεψη για να μελετήσει τις προτεινόμενες τροποποιήσεις, ο θεματοφύλακας καλεί όλα τα Κράτη Μέρη στη συνδιάσκεψη αυτήν, που θα αρχίσει τουλάχιστον τριάντα μέρες μετά από την αποστολή των προσκλήσεων. Κάθε υιοθετηθείσα τροποποίηση στη συνδιάσκεψη κατά πλειοψηφία των δύο τρίτων όλων των Κρατών Μερών καταχωρίζεται σε ένα πρωτόκολλο, που έχει ανοιχθεί στη Βιέννη και Νέα Υόρκη προς υπογραφή από όλα τα Κράτη Μέρη.

3. Το πρωτόκολλο αρχίζει να ισχύει τριάντα ημέρες αφού τρία Κράτη εκφράσουν τη συναίνεσή τους για δέσμευση. Για κάθε Κράτος που εκφράζει τη συγκατάθεσή του για δέσμευση από το πρωτόκολλο, αφού αυτό αρχίσει να ισχύει, το πρωτόκολλο μπαίνει σε ισχύ για το Κράτος αυτό τριάντα ημέρες από την ημερομηνία που εξεφράσθη η συγκατάθεση.

Άρθρο 15

Καταγγελία

1. Ένα Κράτος Μέρος μπορεί να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση με μια γραπτή κοινοποίηση απευθυνόμενη στο θεματοφύλακα.

2. Η καταγγελία αρχίζει να ισχύει ένα έτος από την ημερομηνία κατά την οποία ο θεματοφύλακας παραλαμβάνει την κοινοποίηση.

Άρθρο 16

Θεματοφύλακας

1. Ο Γενικός Διευθυντής του Οργανισμού είναι ο Θεματοφύλακας της παρούσας Σύμβασης.

2. Ο Γενικός Διευθυντής του Οργανισμού κοινοποιεί τάχιστα στα Κράτη Μέρη και σε κάθε άλλο Κράτος:

α) κάθε υπογραφή της παρούσας Σύμβασης ή κάθε πρωτοκόλλου τροποποίησης

β) κάθε κατάθεση εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, συναίνεσης ή προσχώρησης σχετικής με την παρούσα Σύμβαση ή με κάθε πρωτόκολλο τροποποίησης

γ) κάθε δήλωση ή κάθε ανάκληση δήλωσης που έγιναν σύμφωνα με το άρθρο 11

δ) κάθε δήλωση προσωρινής εφαρμογής της παρούσας Σύμβασης που γίνεται σύμφωνα με το άρθρο 13

ε) την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης και κάθε τροποποίησης που της έχει επιφερθεί

στ) κάθε καταγγελία που γίνεται σύμφωνα με το άρθρο 15.

Άρθρο 17

Αυθεντικά κείμενα και θεωρημένα αντίγραφα

Το πρωτότυπο της παρούσας Σύμβασης, του οποίου μεταφράσεις στην αγγλική, αραβική, κινεζική, ισπανική, γαλλική και ρωσική είναι εξίσου έγκυρες, θα κατατεθεί παρά του Γενικού Διευθυντή του Διεθνούς Οργανισμού Ατομικής Ενεργείας που θα διαμοιράσει επικυρωμένα αντίγραφά του στα Κράτη Μέρη και σε κάθε άλλο Κράτος.

ΣΕ ΠΙΣΤΩΣΗ ΤΟΥ ΟΠΟΙΟΥ οι υπογεγραμμένοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση, ανοικτή προς υπογραφή σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 1 του άρθρου 12.

ΥΙΟΘΕΤΗΘΗΚΕ από τη Γενική Συνέλευση του Διεθνούς Οργανισμού Ατομικής Ενεργείας, που συνήλθε σε έκτακτη συνεδρίαση στη Βιέννη την εικοστή έκτη Σεπτέμβρη χίλια εννιακόσια ογδόντα έξι.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 12 παρ. 4 αυτής.

Παραγγέλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 7 Μαρτίου 1991

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΑΣ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΑΝΤΩΝΗΣ ΣΑΜΑΡΑΣ

ΥΓΕΙΑΣ ΠΡΟΝΟΙΑΣ ΚΑΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ
ΜΑΡ. ΓΙΑΝΝΑΚΟΥ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ
ΙΩΑΝ. ΒΑΣΙΛΕΙΑΔΗΣ

ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ, ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ
ΣΤ. ΔΗΜΑΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 11 Μαρτίου 1991

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

Εκδίδει την ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ από το 1833

Διεύθυνση : Καποδιστρίου 34
Ταχ. Κώδικας: 104 32
TELEX : 22.3211 YPET GR

Οι Υπηρεσίες του **ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ** λειτουργούν καθημερινά από **8.00'** έως **13.30'**

ΧΡΗΣΙΜΕΣ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ

* Πώληση ΦΕΚ όλων των Τευχών Καποδιστρίου 25 τηλ.: 52.39.762
* ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ: Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.188
* Για φωτοαντίγραφα παλαιών τευχών στην οδό Σολωμού 51 τηλ.: 52.48.141
* Τμήμα πληροφόρησης: Για τα δημοσιεύματα των ΦΕΚ τηλ.: 52.25.713 – 52.49.547

* Οδηγίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.48.785

Πληροφορίες για δημοσιεύματα Ανωνύμων Εταιρειών και ΕΠΕ τηλ.: 52.25.761

* Αποστολή ΦΕΚ στην επαρχία με καταβολή της αξίας του δια μέσου Δημοσίου Ταμείου Για πληροφορίες: τηλ.: 52.48.320

Τιμές κατά τεύχος της ΕΦΗΜΕΡΙΔΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ:

Κάθε τεύχος μέχρι 8 σελίδες δρχ. 50. Από 9 σελίδες μέχρι 16 δρχ. 80, από 17 έως 24 δρχ. 100

Από 25 σελίδες και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου (8σέλιδου ή μέρους αυτού) αυξάνεται κατά 30 δρχ.

Μπορείτε να γίνετε συνδρομητής για όποιο τεύχος θέλετε. Θα σας αποστέλλεται με το Ταχυδρομείο.

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 2531			Κωδικός αριθ. κατάθεσης στο Δημόσιο Ταμείο 3512	
Η ετήσια συνδρομή είναι:			Ποσοστό 5% υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοηθείας του Προσωπικού (ΤΑΠΕΤ)	
α) Για το Τεύχος Α'	Δρχ.	10.000	Δρχ.	500
β) » » » Β'	»	19.000	»	950
γ) » » » Γ'	»	6.000	»	300
δ) » » » Δ'	»	18.000	»	900
ε) » » » Αναπτυξιακών Πράξεων	»	12.000	»	600
στ) » » » Ν.Π.Δ.Δ.	»	6.000	»	300
ζ) » » » ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ	»	3.000	»	150
η) » » » Δελτ. Εμπ.& Βιομ. Ιδ.	»	6.000	»	300
θ) » » » Αν. Ειδικού Δικαστηρίου	»	1.500	»	75
ι) » » » Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	»	40.000	»	2.000
ια) Για όλα τα Τεύχη	»	85.000	»	4.250

Πληροφορίες: τηλ. 52.48.320